

AG USIRF 2015

Introduction Table ronde

Mesdames Messieurs

Bonjour et bienvenue dans la maison des Travaux Publics

Merci d'avoir répondu nombreux à notre invitation pour cette table ronde qui suit l'assemblée générale de l'USIRF, le syndicat de l'Industrie Routière Française qui rassemble 1400 entreprises et représente 90 000 emplois et 14 Milliards € de chiffre d'affaire en France, dont 70% relève de la commande publique.

Une AG qui se tient dans **un climat morose**, pour ne pas dire catastrophique, après une baisse d'activité de 30 % en 5 ans, la perte de 20 000 emplois et des carnets de commande ,à ce jour, en chute de 15 % .

L'idée de cette table ronde nous est venue du constat **d'une dégradation insidieuse** mais bien réelle de notre réseau routier et ceci quelque-soit le gestionnaire, Etat, Département ou commune, à l'exception notable du réseau autoroutier concédé.

La raison en est bien connue : la baisse continue depuis 2008 des moyens financiers consacrés à l'entretien et à la modernisation du réseau ainsi qu'à un attentisme généralisé lié aux échéances électorales de 2014 - 2015 et au projet de réforme territoriale. .

La réforme territoriale devait rebattre les cartes entre régions, départements et collectivités. C'était une menace pour certains mais c'était aussi une opportunité pour repenser notamment la gestion du réseau routier, optimiser les moyens, donner des perspectives.

La réforme territoriale a fait long feu et, sauf coup de théâtre de dernière minute, ce seront donc les mêmes collectivités qui géreront les mêmes réseaux ... avec malheureusement des contraintes financières encore plus fortes et des arbitrages toujours plus difficiles.

Dans ce contexte déprimé il nous a semblé intéressant d'interpeler les plus hauts représentants des décideurs politiques qui gèrent nos routes et nos rues :

Je les remercie d'avoir accepté de jouer le jeu et je voudrais saluer :

Monsieur **Dominique Bussereau** tout nouveau Président de l'Assemblée des Départements de France, Président du Conseil Départemental de Charente Maritime, ancien Ministre des Transports , ancien Ministre de l'Agriculture et ancien Secrétaire d'Etat au Budget : il représente les 101 départements qui gèrent 380 000km de routes.

Monsieur **Charles Eric Lemaigen** , Président de l'Association des Communautés Urbaines de France et Président de l'Agglo d'Orléans : il représente les communes et interco qui gèrent les 620 000 km de routes communales

Monsieur **François Poupard** Directeur Général des Infrastructures des Transports et de la Mer au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie : il gère les 12 000 km de routes nationales et assure la tutelle des 9 000 km d'autoroutes concédées. En tant que représentant de l'Etat il est aussi le garant de la cohérence de tout le réseau routier français.

Bruno Cavagné, Président de la FNTF, nous rappellera les propositions de la profession qu'il a présentées il y a quelques semaines au Président de la République et au gouvernement.

Enfin **Marc Tassone**, Directeur Général de l'IDRRIM, représentera Yves Krattinger, le Président de l'Institut, qui n'a pas pu être parmi nous aujourd'hui.

La table ronde sera animée par **Marc Bourgeois**, consultant, ancien Directeur Général des Services des Hautes-Alpes.

Messieurs merci encore d'avoir accepté de participer à cette table ronde. Avant de vous inviter à monter sur l'estrade je voudrais en guise d'introduction vous montrer quelques slides et rappeler quelques éléments fondamentaux.

La route c'est bien sûr notre raison d'être, pour nous les entreprises routières mais c'est surtout un **service vital** pour nos concitoyens qui assure 88% de leurs déplacements et 88% des transports de marchandise. Les routes et les rues sont de très loin le **principal support de la mobilité**, le support en particulier des nouvelles mobilités (co-voiturage, auto-partage, vélo en libre-service ou non, bus et autocars à haut niveau de service, tramway). Les routes et les rues sont un élément fondamental de la compétitivité de notre pays, apprécié des investisseurs étrangers, elles constituent un réseau essentiel pour la vie économique et sociale, **le premier réseau social** comme nous aimons à le dire.

Nos routes et nos rues représentent plus d'un million de km et constituent un actif public d'une valeur de plus de 2000 Milliards €, un bien précieux, fruit de l'effort collectif de nombreuses générations, un patrimoine commun que les citoyens confient en gestion à leurs élus à chaque mandat.

Depuis 5 ans nous alertons les pouvoirs publics et l'ensemble de nos donneurs d'ordre sur la dégradation inquiétante de ce réseau, sans être vraiment crus ni entendus.

Nous avons donc décidé d'en avoir le cœur net et d'aller sur le terrain pour écouter les usagers :

Micro trottoir

Ce n'est qu'un micro trottoir mais il est très révélateur du **ressenti de nos concitoyens** qui rejoint le point de vue des professionnels de la route...Mais il reste très qualitatif.

Nous n'avons malheureusement pas en France d'indicateurs publics de la qualité du réseau. Alors nous avons fait **notre propre audit**, avec nos outils d'auscultation de chaussées, sur environ 220 km de routes nationales et 400 km de routes départementales dans 3 départements.

Commentaires sur camemberts et photos 2 minutes

Les résultats sont intéressants:

Sur les 3 routes nationales étudiées on ne détecte pas de problèmes de structure mais beaucoup de dégradations de surface, faïençage, fissuration longitudinale et orniérage ; avec des ornières parfois profondes (on a d'ailleurs cassé la machine d'auscultation à 80 km/h...) on remarque aussi beaucoup d'hétérogénéités de traitement, résultats sans doute d'interventions ponctuelles au coup par coup.

En ce qui concerne **les départements** il y a de très fortes disparités avec **des pourcentages de réseau médiocre** (en orange sur la slide) variant de 2 à 16%. Ce sont souvent des chaussées souples globalement fissurées voire très fissurées qui sont à la limite de l'acceptable et qui risquent de basculer dans le rouge au premier hiver un peu rude. **Des situations vraiment inquiétantes**, pour les usagers mais aussi pour les finances des départements concernés. Beaucoup de disparités aussi sur une même route de part et d'autre de la frontière départementale...

Nous avons aussi essayé de comprendre avec Marc Bourgeois quels étaient **les moyens réellement consacrés à la route** en épluchant les budgets, les programmes, les comptes administratifs, et les

rapports d'activité d'une dizaine de départements et en distinguant les travaux confiés à l'entreprise et les autres dépenses, personnel, fournitures, études etc.

Il y a 100 000 agents publics en France qui travaillent pour la route dont une grosse moitié sur la route, pour des tâches d'entretien et d'exploitation, soit un agent pour 14 km sur notre échantillon.

A comparer aux 65 000 agents des entreprises qui travaillent pour le réseau routier !

Les collectivités locales dépensent 15 Milliards pour leurs routes dont 7,5 Milliards en travaux confiés à nos entreprises.

Depuis 2008 les départements ont réduit leurs dépenses routières de 29 % ; les budgets primitifs 2015 affichent une nouvelle baisse de 7%

Sur notre échantillon de 10 départements :

La dépense routière se répartit en 46% pour les investissements, 24% pour la masse salariale, 15% pour les grosses réparations et 15% pour le fonctionnement

Sur la période 2012-2015 les dépenses globales consacrées à la route hors personnel sont en baisse de 9 % alors que la masse salariale augmente de 8%

Les moyens consacrés à l'entretien et aux grosses réparations varient de 9000€ à 11 000€ par km alors que ceux consacrés aux investissements varient du simple au double, de 8 000€ à 17 000€ du km

Les grosses réparations servent très clairement de variable d'ajustement

Tout cela est bien sûr partiel et doit être affiné mais tout cela confirme que

Notre réseau se dégrade plus rapidement que nos responsables politiques veulent bien l'admettre. Le Forum Economique Mondial l'a récemment confirmé en rétrogradant la France de la 1^{ère} à la 4^{ème} place pour la qualité de ses infrastructures routières.

L'entretien du réseau routier est devenu aujourd'hui en France une variable d'ajustement financier, de courte vue, générant une dette patrimoniale redoutable qui pèsera sur nos enfants et petits enfants en sus de toutes nos autres dettes publiques.

Au-delà de nos entreprises, **c'est la route elle-même qui est en danger**, avec comme horizon le même sort que le réseau ferroviaire français qui n'a pas été suffisamment entretenu pendant des décennies et qui nécessite aujourd'hui un colossal effort de rattrapage.

Mais le pire n'est jamais certain et nous comptons sur vous Messieurs pour éviter le scénario catastrophe.

Comment faire mieux? Comment optimiser les moyens ? Comment mobiliser les acteurs et leur faire prendre conscience des enjeux et de leur responsabilité ? Quel est le modèle économique routier soutenable des années à venir ? C'est le thème de notre table ronde.

Je vous invite à monter à la tribune et je vous laisse entre les mains de **Marc Bourgeois**.